

LE PREMIER MINISTRE EN VISITE AUJOURD'HUI À BLIDA

Evaluation des projets
déjà lancés dans
cette wilaya

LE PREMIER ministre Abdelmaelk Sellal se rend aujourd'hui dans la wilaya de Blida. Cette visite permet une fois encore de faire un tour d'horizon sur différents projets dont certains ont déjà fait l'objet d'inspection en 2014 par Le Premier ministre et d'autres ont été lancés et renforcés par l'octroi en 2014 d'une enveloppe financière complémentaire d'environ 32 milliards de dinars. Lors de cette visite qui s'inscrit dans la concrétisation du programme du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, le Premier ministre accompagné d'une importante délégation ministérielle procédera justement à l'inspection et au suivi de l'état d'avancement des projets socio-économiques. Abdelmalek Sellal va clôturer son programme de visite par une rencontre avec les autorités locales, les élus et probablement avec les représentants de la société civile.

A ce titre, faut-il rappeler que le Premier ministre, lors de sa visite effectuée en janvier 2014, avait déjà rencontré les autorités et les élus locaux ainsi que les représentants de la société civile de la wilaya de Blida. A cette occasion, il avait annoncé l'octroi d'une enveloppe complémentaire de 32,57 milliards DA destinée au financement de nouveaux projets dans divers secteurs d'activité, ainsi qu'une autre enveloppe de 2 milliards DA au titre du soutien aux Programmes communaux de développement (PCD). Cette enveloppe financière a été destinée pour soutenir les projets socio-économiques, à l'exemple des projets de réalisation de 3 000 logements ruraux et 2 000 logements publics locatifs, l'amélioration de l'aspect urbanistique et le lancement des projets d'équipements publics.

Il a été également prévu en 2014 l'inscription de nouveaux projets dont le renforcement du réseau de distribution d'eau et d'assainissement et la restauration du réseau énergétique. Lors de sa visite d'aujourd'hui, le Premier ministre aura à observer de visu l'avancement des projets et faire une évaluation sur le terrain.

Timizar

GESTION DES CITÉS AADL

Les jeunes de l'Ansej à l'œuvre

Serait-ce un nouveau souffle pour les cités AADL ? La prise en charge par un groupement de PME, dans le cadre d'une convention Ansej-Fnac, des travaux de nettoyage, d'entretien, de gardiennage de certaines cités, commence à porter ses fruits. Depuis une semaine, des jeunes reconnaissables à leur uniforme (gilet jaune) sillonnent la cité AADL de Bab Ezzouar 1, mitoyenne du centre commercial. Objectif : ramasser les débris qui se sont amoncelés depuis des années, suite à des travaux entrepris par des entreprises privées mandatées par l'APC.

Des entreprises, qui, après avoir procédé à la réfection du réseau d'assainissement, après qu'un reflux d'eaux usées eut été constaté, ont quitté les lieux, laissant derrière eux des amas de terre, de blocs de béton et de la ferraille rongée par la rouille. Ce qui constitue un réel danger pour les enfants, qui, faute de loisirs, sautent du haut de ces « monticules ». Mais, depuis la venue de l'Ansej, les choses semblent évoluer dans le bon sens, puisque une dizaine de jeunes munis de pelles et de pioches évacuent les immondices, arrosent



Ph : Fouad S.

les plantes et s'apprentent à réparer les lampadaires et les ascenseurs dans les tout prochains jours. Selon un responsable rencontré sur les lieux, les travaux d'étanchéité seront entrepris prochainement, sachant que des locataires se sont plaints d'infiltrations d'eaux de pluie.

Il sera également question de mener des travaux d'embellissement, avec la plantation d'arbres, de fleurs et de manèges pour les enfants. Pour être à l'écoute des locataires, des bureaux sont ouverts dans chaque groupement d'immeubles. Ils sont chargés de recueillir les doléances des locataires, changer les lampes, veiller sur l'hygiène. Par ailleurs, pour conférer à cette mission plus d'efficacité, les locataires sont disposés à apporter leur pierre à l'édifice, en coordonnant avec les agents de l'Ansej.

« Nous pouvons non seulement programmer des opérations de volontariat hebdomadaire et surtout sensibiliser nos enfants et les inciter à contribuer à l'entretien de notre cité », affirme un locataire de la cité AADL Bab Ezzouar 1. Une initiative accueillie

favorablement par les responsables du site. Il convient de rappeler que des contrats ont été signés à la fin septembre dernier entre le ministère de l'Habitat et ce groupement de PME.

Des groupements qui prendront en charge progressivement la gestion des cités AADL qui souffrent de problèmes d'hygiène, d'éclairage et de pannes d'ascenseurs que la société chargée de la gestion des cités AADL-Gest-Immo n'a pu résoudre. Chaque groupement comptera quatre PME spécialisées en hygiène des immeubles et prise en charge des espaces verts, éclairage public, entretien des ascenseurs et sécurité des cités. A noter que cette l'opération concernera en premier lieu les cités AADL 2001-2002 d'Alger.

Elle sera élargie aux autres wilayas du pays concernées par le programme AADL. Cependant, si l'initiative est louable, sa mise en œuvre dépend de la collaboration des locataires qui doivent s'impliquer dans l'amélioration de leur cadre de vie.

■ A. Louni

Réunion préparatoire COP21:

UNE SOIXANTAINNE DE MINISTRES À PARIS POUR DES COMPROMIS “POSSIBLES”

Au total 62 ministres du monde entier se réunissent, hier à Paris, dans un dernier rendez-vous avant la COP21, sommet des Nations unies pour le climat, qui se tiendra dans la capitale française du 30 novembre au 11 décembre prochain pour tenter de trouver des compromis “possibles”.

A l'invitation du ministre français des Affaires étrangères et du développement international, Laurent Fabius, président de la COP21, les 62 ministres exploreront, aux cours de leurs travaux de trois jours, auxquels le ministre des Ressources en eau et de l'environnement, Abdelouahab Nouri, prendra part, des compromis “possibles” pour préparer la reprise des négociations dès l'ouverture de la COP21. La rencontre s'inscrit dans la continuité des consultations ministérielles informelles, organisées en juillet et en septembre, par le MAE français et le ministre péruvien de l'Environnement et président de la COP20, Manuel Pulgar-Vidal. Tous les principaux pays émetteurs de gaz à effet de serre seront représentés, parmi lesquels les Etats-Unis, le Canada, l'Australie, l'Union européenne et plusieurs de ses pays membres, la Chine, l'Inde, l'Afrique du Sud, le Brésil, l'Indonésie, la Russie, l'Arabie saoudite et d'autres pays du Golfe. Le ministre algérien des Ressources en eau et de l'environnement avait indiqué dans un communiqué que l'objectif “n'est pas de négocier le texte de la plateforme de Durban de 2011 pour une action renforcée (ADP) et examiné dernièrement à Bonn, mais d'orienter la politique nécessaire pour le processus de négociation de l'ADP”. Les propositions devraient aider l'ADP à faire des progrès (à) en vue d'un accord “ambitieux et équitable”, avait ajouté le communiqué. Quatre thèmes seront abordés au cours de ces travaux, selon le Quai d'Orsay,



avec comme objectif premier d'amener tous les pays à “accepter le principe d'une clause de révision des contributions nationales avec la mention d'une périodicité”. Pour l'équité de l'accord, les pays en développement souhaitent que les responsabilités passées et les capacités de chacun soient prises en compte. “Si le principe est acté, les modalités de mise en oeuvre restent encore à discuter”, précise le Quai d'Orsay. Il s'agira également, durant les trois jours, de réfléchir sur les financements possibles après 2020 et sur les actions concrètes qui doivent être entreprises d'ici à 2020, date d'entrée en vigueur du nouvel accord. La pré-COP21 débutera, cet après-midi,

ses travaux en une première session plénière pour permettre à toutes les délégations de s'exprimer sur la conduite du processus jusqu'à son aboutissement et pour préparer les discussions du lendemain. La journée de lundi sera consacrée aux travaux de groupes qui vont se pencher sur les 4 thèmes au programme. La seconde session plénière est prévue mardi avec la présentation des conclusions des travaux de groupes et clôture de la pré-COP, à l'issue de laquelle une conférence de presse sera animée par Laurent Fabius, Manuel Pulgar Vidal et de la secrétaire exécutive de la CCNUCC, Christiana Figueres.

S. A.

Lutte contre le changement climatique Une Pré-COP à Paris

Le ministre des Ressources en eau et de l'Environnement, Abdelouahab Nouri, prend part, du 8 au 10 novembre à Paris, à une réunion préparatoire en prévision de la tenue, dans la même ville, de la conférence de l'ONU sur le climat (COP21), indique samedi un communiqué du ministère. M. Nouri participera aux travaux de la réunion ministérielle informelle (Pré-COP) qui précédera la COP21 (prévue du 30 novembre au 11 décembre 2015), selon la même source. Cette Pré-COP sera une réunion politique, qui rassemblera près de 80 ministres et comprendra des ateliers et des sessions plénières, indique-t-on. Selon le ministère, l'ob-

jectif n'est pas de négocier le texte de la plateforme de Durban de 2011 pour une action renforcée (ADP) et examiné dernièrement à Bonn, mais d'orienter la politique nécessaire pour le processus de négociation de l'ADP. Les propositions devraient aider l'ADP à faire des progrès (...) en vue d'un accord ambitieux et équitable. Il s'agit de la dernière réunion préparatoire avant la COP21, ajoute le communiqué. Vendredi dernier, c'est le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, qui a discuté du changement climatique lors d'une vidéoconférence avec les présidents de la France, du Pérou, de la Turquie, ainsi qu'avec la

chancelière d'Allemagne et le Premier ministre de Malte, en amont de la COP21, dans le cadre d'une série de consultations concernant les attentes pour la conférence de Paris. M. Ban devait discuter aussi avec le président sud-africain, Jacob Zuma, qui n'a pu prendre part à la vidéoconférence à cause d'un problème d'agenda. Par ailleurs, toujours ce vendredi, le Fonds vert pour le climat (FVC), instrument principal des Nations unies en matière d'aides dans le secteur climatique, a approuvé vendredi huit premiers projets pour aider les pays en voie de développement à lutter contre le réchauffement climatique. Ces huit pro-

jets, dont le montant s'élève à 168 millions de dollars, sont constitués de trois projets en Afrique, trois en Asie et dans le Pacifique, deux en Amérique latine et dans les Caraïbes, a précisé le Fonds vert, ajoutant que le fonds fournira des investissements totalisant 1,3 milliard de dollars pendant les cinq années à venir. C'est « une nouvelle étape vers la COP21 », a fait remarquer Michel Sapin, ministre des Finances et des Comptes publics, notant que la question des financements, notamment pour l'adaptation des pays les plus vulnérables, sera au cœur de la COP21.

(Source : agences)

MINISTÈRE DES RESSOURCES EN EAU

Le secrétaire général du ministère des Ressources en eau et de l'Environnement, Belkateb El Hadj effectuera le 10 novembre une visite de travail dans la wilaya d'Ouargla.



Ministère des Ressources en eau

Le ministre des Ressources en eau et de l'Environnement, Abdelouahab Nouri participera du 8 au 10 novembre à la réunion ministérielle informelle prévue à Paris en préparation de la 21^e conférence des parties à la convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques.

الاجتماع التحضيري لندوة باريس حول المناخ حوالي 60 وزيرا يبحثون الحلول البديلة «الممكنة»

الهدف «لا يكمن في التفاوض حول نص أرضية دوريان 2011 من أجل عمل معزز تمت مناقشته مؤخرا بيون، وإنما توجيه السياسة الضرورية لمسار المفاوضات للعمل المعزز».

وأضاف البيان، أنه من الممكن أن تساعد اقتراحات هذا الاجتماع التحضيري على تحقيق تقدم في نص الأرضية من أجل اتفاق «طموح وعادل». وستناقش هذه الأشغال أربعة مواضيع، تهدف أساسا إلى حمل كل الدول على «قبول مبدأ بند خاص بمراجعة المساهمات الوطنية في إطار مؤقت».

ولضمان الإنصاف في الاتفاق، تأمل الدول النامية أن يتم أخذ المسؤوليات وقدرات كل الأطراف بعين الاعتبار.

وأوضح ذات المصدر، «إذا تضمن الاتفاق هذا المبدأ فلا بد من بحث كفاءات التطبيق». كما سيتم أيضا على مدار ثلاثة أيام التفكير في عمليات التمويل الممكنة بعد 2020 والنشاطات الملموسة التي لابد من مباشرتها في حدود 2020 تاريخ دخول الاتفاق الجديد حيز التطبيق. ومن المقرر أن تنطلق أشغال الاجتماع التحضيري لندوة باريس حول المناخ 21، ظهيرة اليوم، من خلال جلسة علنية أولى تهدف إلى السماح لكل الوفود بالتعبير عن سير العملية إلى حين نجاحها وللتحضير في اليوم الثاني للمباحثات.

يشارك 62 وزيرا، منذ أمس، بباريس، في الاجتماع الأخير التحضيري لانعقاد قمة الأمم المتحدة حول المناخ المقررة من 30 نوفمبر إلى 11 ديسمبر، لبحث «إمكانية» التوصل إلى حلول بديلة.

يبحث المشاركون خلال ثلاثة أيام، بدعوة من الوزير الفرنسي للشؤون الخارجية والتنمية الدولية لوران فابيوس، رئيس ندوة باريس حول المناخ، الحلول البديلة «الممكنة» تحضيرا لاستئناف المفاوضات فور افتتاح الندوة.

يندرج اللقاء، الذي يشارك فيه وزير الموارد المائية عبد الوهاب نوري، في إطار مواصلة المشاورات الوزارية غير الرسمية التي نظمت في يوليو وسبتمبر الفارطين بمبادرة من الوزارة الفرنسية للشؤون الخارجية والوزير البيروفي للبيئة ورئيس الندوة السابقة لباريس حول المناخ. يشارك في هذا الموعد، أهم الدول المتسببة في الاحتباس الحراري، بينها الولايات المتحدة وكندا وأستراليا والاتحاد الأوروبي والعديد من الدول الأعضاء في الاتحاد، إضافة إلى الصين والهند وجنوب إفريقيا والبرازيل وأندونيسيا وروسيا والعربية السعودية وبعض دول الخليج.

وكانت وزارة الموارد المائية والبيئة قد أكدت في بيان لها، أن